



République Française

MAIRIE DE FABREGUES

Département de l'Hérault

Délibération du Conseil Municipal n° 2018/017

Séance du 5 juin 2018

Date de convocation :	30 mai 2018
Date d'affichage :	30 mai 2018
Nombre de membres :	
- afférents au Conseil Municipal :	29
- en exercice :	29
- qui ont pris part à la délibération :	27

L'an **deux mille dix-huit** et le **cinq juin** à **19 heures 10**, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Jacques MARTINIER, Maire de Fabrègues**.

Présents : M. Jacques MARTINIER – M. Jean-Marc ALAUZET – M. Christian SOUVEYRAS
Mme Christine PALA – Mme Edith TRUC – Mme Mylène FOURCADE – M. Claude JUAN
Mme Myriam PENA – M. Dominique CRAYSSAC – M. Pierre VAN CRAENENBROECK
M. Alain FAUCHARD – Mme Thérèse VIDAL – Mme Zohra PIETRANTONI
M. Jean-François CALONNE – Mme Elisa VEIGA – M. Sébastien FARRAUTO
Mme Solange MARTIN BONNIER – M. Dominique WACHTER – Mme Marielle FENECH-MONFORT
Mme Aurélie MATEO.

Représentés : M. Jean-Olivier JOB – M. Philippe LIGNY – M. Serge JACOB – Mme Sandra BEGUET
Mme Marie-Carmen GOMEZ – Mme Amandine BATTAGLIA – M. Jean-Pierre LAPORTE.

Absents : M. Laurent PITHON – Mme Colette ORTEGA.

Objet : GESTION DU PERSONNEL : Fixation du nombre de représentants du personnel au Comité Technique et au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.

Madame le Maire Adjoint en charge du Personnel indique que l'article 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précise l'obligation de créer un Comité Technique (C.T.) dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents ainsi qu'auprès de chaque Centre de Gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents.

Les C.T. sont composés de deux collègues. Ils comprennent :

- des représentants de la collectivité territoriale ou de l'établissement public,
- des représentants du personnel.

Les représentants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants.

L'exigence de paritarisme entre les deux collègues a été supprimée par la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 sur la rénovation du dialogue social.

Le nombre de représentants du personnel est fixé par l'organe délibérant dans une fourchette qui dépend de l'effectif des agents au 1^{er} janvier 2014. Pour les collectivités disposant d'un effectif compris entre cinquante et trois cents cinquante, le nombre de représentants doit être compris entre trois et cinq.

En parallèle, la Commune doit disposer d'un CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail). La mission générale des CHSCT est définie à l'article 33-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et à l'article 38 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 :

1. contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents et du personnel mis à disposition de l'autorité territoriale et placé sous sa responsabilité par une entreprise extérieure ;
2. contribuer à l'amélioration des conditions de travail, notamment en vue de faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et de répondre aux problèmes liés à la maternité ;
3. veiller à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières.

Le CHSCT est réuni par son président à la suite de tout accident mettant en cause l'hygiène ou la sécurité ou ayant pu entraîner des conséquences graves.

En préparation des élections qui se tiendront en décembre 2018, le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Madame le Maire Adjoint et en avoir délibéré à l'unanimité :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32,33 et 33-1,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux Comités Techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et notamment ses articles 1, 2, 4,8 et 26,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 complété le 3 février 2012 relatif aux Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail,

Article 1 :

Décide de la création d'un Comité Technique et fixer à cinq le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal le nombre de représentants suppléants,

Article 2 :

Décide de fixer à cinq le nombre de représentants de la collectivité au sein du Comité Technique et en nombre égal le nombre de représentants suppléants.

Article 3 :

Décide de la création d'un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail et fixer à cinq le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal le nombre de représentants suppléants.

Article 4 :

Décide de fixer à cinq le nombre de représentants de la collectivité au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail et en nombre égal le nombre de représentants suppléants.

Plus n'est délibéré,

Fait les jour, mois et an que dessus indiqués.

Ont signé au registre tous les membres présents à la séance.


Le Maire,
Jacques MARTINIER.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.